

CHAPITRE 4. — *Entrée en vigueur*

Art. 13. La présente loi produit ses effets le 1^{er} octobre 2012, pour les cessations au sens de l'article 1^{er}bis de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite, de situations y assimilées ou de cessation forcée, qui ont lieu à partir de cette date.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 janvier 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes, des P.M.E. et des Indépendants,
Mme S. LARUELLE

La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Chambre des représentants

Documents. – 2535.

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte adopté.

N° 4 : Texte adopté.

Sénat

Document. – S-5-1898.

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Décision de ne pas amender.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2012/200592]

20 DECEMBRE 2012. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 octobre 2004 relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale aux organismes de pension et de solidarité chargés d'exécuter la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à modifier l'arrêté royal du 15 octobre 2004 relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale aux organismes de pension et de solidarité chargés d'exécuter la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale.

Avant de commenter les articles du présent projet d'arrêté, il convient d'apporter les explications d'ordre général suivantes.

L'arrêté royal du 15 octobre 2004 précité a pour objet d'étendre le réseau de la sécurité sociale aux organismes de pension et de solidarité chargés d'exécuter la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

HOOFDSTUK 4. — *Inwerkingtreding*

Art. 13. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2012, voor de stopzettingen in de zin van artikel 1bis van het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, daarmee gelijkgestelde situaties of gedwongen stopzetting, die plaatsvinden vanaf deze datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 januari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand, K.M.O.'s en Zelfstandigen,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Stukken. – 2535.

N° 1 : Wetsontwerp.

N° 2 : Verslag.

N° 3 : Aangenomen tekst.

N° 4 : Aangenomen tekst.

Senaat

Stuk. – S-5-1898.

N° 1 : Ontwerp gevoceerd Senaat.

N° 2 : Verslag.

N° 3 : Beslissing niet amenderen.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2012/200592]

20 DECEMBER 2012. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 oktober 2004 tot uitbreiding van het netwerk van de sociale zekerheid tot de pensioen- en solidariteitsinstellingen belast met het uitvoeren van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, overeenkomstig artikel 18 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat we de eer hebben ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen beoogt de wijziging van het koninklijk besluit van 15 oktober 2004 tot uitbreiding van het netwerk van de sociale zekerheid tot de pensioen- en solidariteitsinstellingen belast met het uitvoeren van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, overeenkomstig artikel 18 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.

Alvorens dit ontwerp van besluit artikelsgewijs te bespreken, moeten de volgende algemene toelichtingen worden verstrekt.

Het voormelde koninklijk besluit van 15 oktober 2004 beoogt de uitbreiding van het netwerk van de sociale zekerheid tot de pensioen- en solidariteitsinstellingen belast met het uitvoeren van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

La loi précitée du 28 avril 2003 a pour objectif de régler en matière de pensions complémentaires, y compris les éventuelles prestations de solidarité, les relations entre l'employeur, l'organisateur, le travailleur salarié, l'affilié et ses ayants droit, l'organisme de pension et la personne morale chargée de l'exécution de l'engagement de solidarité, de fixer la procédure à suivre lors de l'instauration, la modification ou l'abrogation d'une pension complémentaire dans une branche d'activité ou une entreprise, de protéger les droits et les réserves de pension constitués pour les affiliés et leurs ayants droit et d'augmenter la transparence pour les travailleurs.

Les organismes de pension et de solidarité chargés d'exécuter la loi précitée du 28 avril 2003 ne peuvent être considérés comme des institutions de sécurité sociale, ne collaborant pas à l'application de la sécurité sociale, et ne font ainsi pas partie du réseau de la sécurité sociale.

Afin de les inclure (fictivement) dans le réseau, il a été fait application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale.

L'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 précitée dispose que, aux conditions et selon les modalités qu'il fixe, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Comité de gestion de la Banque-Carrefour et après avis de la Commission de la protection de la vie privée, étendre à d'autres personnes que les institutions de sécurité sociale, tout ou partie des droits et obligations résultant de la loi et de ses mesures d'exécution. Ces personnes sont intégrées dans le réseau dans la mesure de l'extension décidée.

L'arrêté royal du 15 octobre 2004 précité a donc étendu aux organismes de pension et de solidarité, chargés d'organiser les pensions complémentaires, y compris les éventuelles prestations de solidarité, en faveur des travailleurs salariés, certains droits et obligations résultant de la loi du 15 janvier 1990 précitée et de ses mesures d'exécution et les a intégrés dans le réseau dans la mesure de l'extension décidée.

Le 1^{er} janvier 2004 sont entrés en vigueur les articles 41 et suivants de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 qui ont introduit une harmonisation des pensions complémentaires des indépendants.

L'objectif est de régler en matière de pensions complémentaires, y compris les éventuelles prestations de solidarité, les relations entre le travailleur indépendant, le conjoint aidant, l'aidant indépendant, l'affilié et ses ayants droit, l'organisme de pension et, le cas échéant, la personne morale chargée de l'organisation du régime de solidarité, de protéger les droits et les réserves de pension constitués pour les affiliés et leurs ayants droit et d'augmenter la transparence pour les affiliés.

Par ailleurs, le Titre XI, Chapitre VII, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 a créé une banque de données « Constitution de pensions complémentaires », gérée par l'ASBL SIGeDIS.

La banque de données « Constitution de pensions complémentaires » reprend des données relatives à tous les avantages belges et étrangers, y compris les éventuelles prestations de solidarité, en faveur des travailleurs salariés, indépendants et fonctionnaires, qui sont destinés à compléter la pension légale et sont alloués en vertu de dispositions légales, réglementaires ou statutaires, d'un contrat de travail, d'un règlement d'entreprise, d'une convention collective d'entreprise ou de secteur, d'une convention individuelle ou d'un engagement individuel, pour autant que ces données soient nécessaires pour la réalisation des fins mentionnées dans le Titre XI, Chapitre VII, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, soit des fins de contrôle et d'information.

Ces données sont communiquées par les organismes de pension, par les organismes de solidarité ou par les organisateurs chargés d'organiser les pensions complémentaires, y compris les éventuelles prestations de solidarité, en faveur des travailleurs salariés, des travailleurs indépendants et des agents du secteur public.

A l'heure actuelle, seuls les organismes de pension et les organismes de solidarité chargés d'organiser les pensions complémentaires, y compris les éventuelles prestations de solidarité, en faveur des travailleurs salariés ont été intégrés dans le réseau de la sécurité sociale, alors que les organismes de pension et les organismes de solidarité chargés d'organiser les pensions complémentaires, y compris les éventuelles prestations de solidarité, en faveur des travailleurs indépendants sont placés dans une situation comparable aux premiers et que le Titre XI, Chapitre VII, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 a chargé tant les premiers que les seconds de nouvelles missions de communication de données aux fins de contrôle et d'information, également en ce qui concerne les agents contractuels et statutaires du secteur public.

De voormelde wet van 28 april 2003 wil de betrekkingen inzake aanvullende pensioenen, met inbegrip van de eventuele solidariteitsprestaties, tussen de werkgever, de inrichter, de werknemer, de aangeslotene en zijn rechthebbenden, de pensioeninstelling en de rechtspersoon belast met de uitvoering van de solidariteitstoezegging regelen, de procedure vastleggen die bij de invoering, de wijziging of de opheffing van een aanvullend pensioen in een bedrijfstak of in een onderneming moet worden gevolgd, de pensioenrechten en -reserves beschermen die voor de aangeslotenen en hun rechthebbenden worden opgebouwd en de transparantie voor de werknemers vergroten.

De pensioen- en solidariteitsinstellingen belast met het uitvoeren van de voormelde wet van 28 april 2003 kunnen niet als socialezekerheidsinstellingen worden beschouwd omdat ze niet aan de toepassing van de sociale zekerheid meewerken en aldus geen deel uitmaken van het netwerk van de sociale zekerheid.

Opdat ze (fictief) in het netwerk zouden worden ingeschakeld, werd artikel 18 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid toegepast.

Artikel 18 van de voormelde wet van 15 januari 1990 bepaalt dat, onder de voorwaarden en volgens de nadere regels die Hij bepaalt, de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van het Beheerscomité van de Kruispuntbank en na advies van de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer, het geheel of een deel van de rechten en plichten voortvloeiend uit deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen tot andere personen dan de socialezekerheidsinstellingen kan uitbreiden. Deze personen worden in het netwerk ingeschakeld in de mate van de uitbreiding waartoe wordt beslist.

Het voormelde koninklijk besluit van 15 oktober 2004 heeft aldus voor de werknemers bepaalde rechten en plichten voortvloeiend uit de wet van 15 januari 1990 en haar uitvoeringsmaatregelen tot de pensioen- en solidariteitsinstellingen belast met de organisatie van de aanvullende pensioenen, met inbegrip van de eventuele solidariteitsprestaties, uitgebreid en heeft deze instellingen in de mate van de uitbreiding waartoe werd beslist in het netwerk ingeschakeld.

Op 1 januari 2004 zijn de artikelen 41 en volgende van de programmawet (I) van 24 december 2002 van kracht geworden die een harmonisatie van de aanvullende pensioenen van de zelfstandigen behelzen.

Het is de bedoeling om de betrekkingen inzake aanvullende pensioenen, met inbegrip van de eventuele solidariteitsprestaties, tussen de zelfstandige, de meewerkende echtgenoot, de meewerkende zelfstandige, de aangeslotene en zijn rechthebbenden, de pensioeninstelling en in voorkomend geval de rechtspersoon belast met de organisatie van het solidariteitsstelsel te regelen, de pensioenrechten en -reserves te beschermen die voor de aangeslotenen en hun rechthebbenden worden opgebouwd en de transparantie voor de werknemers te vergroten.

Bovendien werd in Titel XI, Hoofdstuk VII, van de programmawet (I) van 27 december 2006 een gegevensbank « Opbouw aanvullende pensioenen » opgericht, beheerd door de VZW SIGeDIS.

De gegevensbank « Opbouw aanvullende pensioenen » bevat gegevens betreffende alle Belgische en buitenlandse voordelen, met inbegrip van de eventuele solidariteitsprestaties, voor werknemers, zelfstandigen en ambtenaren die een aanvulling op het wettelijk pensioen zullen vormen en overeenkomstig wettelijke, reglementaire of statutaire bepalingen, een arbeidsovereenkomst, een ondernemingsreglement, een collectieve ondernemings- of sectorale overeenkomst, een individuele overeenkomst of een individuele toezegging zullen worden toegekend, althans voor zover die gegevens noodzakelijk zijn voor de realisatie van de doelstellingen bedoeld in Titel XI, Hoofdstuk VII, van de programmawet (I) van 27 december 2006, namelijk controle- en informatiedoelstellingen.

Deze gegevens worden meegedeeld door de pensioeninstellingen, de solidariteitsinstellingen of door de inrichters belast met de organisatie van de aanvullende pensioenen, met inbegrip van de eventuele solidariteitsprestaties, voor werknemers, zelfstandigen en ambtenaren van de openbare sector.

Op dit ogenblik zijn alleen de pensioeninstellingen en de solidariteitsinstellingen belast met de organisatie van de aanvullende pensioenen, met inbegrip van de eventuele solidariteitsprestaties, voor werknemers opgenomen in het netwerk van de sociale zekerheid, terwijl de pensioeninstellingen en de solidariteitsinstellingen belast met de organisatie van de aanvullende pensioenen, met inbegrip van de eventuele solidariteitsprestaties, voor zelfstandigen zich in een vergelijkbare situatie bevinden als de eerstgenoemden en Titel XI, Hoofdstuk VII, van de programmawet (I) van 27 december 2006 zowel de eerstgenoemden als de laatstgenoemden heeft belast met nieuwe opdrachten inzake de mededeling van gegevens voor controle- en informatiedoelinden met betrekking tot de contractuele en de statutaire ambtenaren van de openbare sector.

Afin d'inclure dans le réseau de la sécurité sociale tous les organismes de pension et de solidarité chargés d'organiser les pensions complémentaires, y compris les éventuelles prestations de solidarité, tant en faveur des travailleurs salariés que des travailleurs indépendants et des agents du secteur public, il est proposé de modifier l'arrêté royal du 15 octobre 2004 précité pour les y inscrire et y introduire une référence aux missions qu'ils accomplissent en vertu du Titre XI, Chapitre VII, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006.

Commentaires des articles

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du présent arrêté adapte le titre de l'arrêté royal du 15 octobre 2004 pour y inclure les références légales nécessaires.

Art. 2. L'article 2 adapte les définitions des organismes de pension et de l'organisme de solidarité, d'une part, pour viser non seulement ceux qui sont chargés d'organiser les pensions complémentaires, y compris les éventuelles prestations de solidarité, en faveur des travailleurs salariés, comme c'était déjà le cas, mais également ceux chargés de les organiser en faveur des travailleurs indépendants et, d'autre part, pour introduire une référence aux missions qu'ils accomplissent en vertu du Titre XI, Chapitre VII, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006.

Art. 3. Le 1^o de l'article 3 du présent arrêté vise désormais l'ensemble des organismes de pension et de solidarité concernés en précisant toutes les missions qu'ils sont chargés d'accomplir et détermine les droits et obligations découlant de la loi du 15 janvier 1990 précitée qui leur sont étendus dans ce cadre en spécifiant les articles de celle-ci qui leur sont applicables.

Les articles 6, 8, 9, 10 à 17, 22 à 26, 28, 34, 46 à 48 et 53 à 71 de la loi du 15 janvier 1990 précitée et les arrêtés pris en exécution de ces articles sont de la sorte rendus applicables aux organismes de pension et aux organismes de solidarité concernés.

Les dossiers de ces organismes seront ainsi intégrés dans le répertoire des références de la Banque-Carrefour (article 6 de la loi).

Lors du traitement de données en application de la loi et de ses arrêtés d'exécution, seuls les identifiants suivants sont utilisés : 1^o le numéro d'identification du Registre national s'il s'agit de données relatives à une personne physique enregistrée dans ledit Registre; 2^o le numéro d'identification de la Banque-Carrefour fixé de la manière définie par le Roi, s'il s'agit de données relatives à une personne physique non enregistrée dans le Registre national susvisé (article 8 de la loi).

La Banque-Carrefour peut, après avoir pris l'avis de son Comité général de coordination, répartir les tâches d'enregistrement des données sociales de manière fonctionnelle entre les organismes de pension et de solidarité. Ces organismes sont dans ce cas tenus d'enregistrer dans leurs banques de données sociales et de tenir à jour les données dont la conservation leur est confiée (article 9 de la loi).

Les organismes de pension et de solidarité communiqueront à la Banque-Carrefour, entre autres par voie électronique, les données sociales dont celle-ci a besoin pour accomplir ses missions dans le cadre de l'application du présent arrêté (article 10 de la loi).

L'article 11 de la loi du 15 janvier 1990 précitée est également rendu applicable aux organismes de pension et aux organismes de solidarité mais doit être lu en parallèle avec le 4^o de l'article 3 du présent arrêté qui remplace le § 4 de l'article 2 de l'arrêté royal du 15 octobre 2004.

Ainsi, lorsque les données sociales sont disponibles dans le réseau, ces organismes sont tenus de les demander exclusivement à la Banque-Carrefour, sauf dans le cas où ils gèrent un engagement de pension et/ou de solidarité qui est organisé par un employeur ou pour un travailleur indépendant ou un dirigeant d'entreprise indépendant au sens de l'article 306 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ou de ses arrêtés d'exécution, pour autant que ces données sociales puissent être communiquées par cet employeur ou directement par ce travailleur indépendant ou ce dirigeant d'entreprise indépendant.

Dans ces cas en effet, dont le premier (gestion par un employeur) était déjà visé par l'article 2, § 4, de l'arrêté royal du 15 octobre 2004, même si les données sociales sont disponibles dans le réseau, il est plus aisé et plus naturel de privilégier l'échange immédiat des données que permet le contact direct entre l'organisme et le travailleur indépendant ou le dirigeant d'entreprise indépendant.

Met het oog op de inschakeling in het netwerk van de sociale zekerheid van alle pensioen- en solidariteitsinstellingen belast met de organisatie van de aanvullende pensioenen, met inbegrip van de eventuele solidariteitsprestaties, voor zowel de werknemers als de zelfstandigen en de ambtenaren van de openbare sector, wordt voorgesteld om het voormelde koninklijk besluit van 15 oktober 2004 te wijzigen teneinde deze instellingen erin op te nemen en naar de opdrachten te verwijzen die ze krachtens Titel XI, Hoofdstuk VII, van de programmawet (I) van 27 december 2006 uitvoeren.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1. Artikel 1 van dit besluit past de titel van het koninklijk besluit van 15 oktober 2004 aan om er de noodzakelijke wettelijke referenties in te vermelden.

Art. 2. Artikel 2 past de definities van de pensioeninstelling en van de solidariteitsinstelling aan, enerzijds opdat ze niet enkel betrekking zouden hebben op de instellingen belast met de organisatie van de aanvullende pensioenen, met inbegrip van de eventuele solidariteitsprestaties, voor werknemers, zoals dit reeds het geval was, maar ook op de instellingen belast met de organisatie ervan voor zelfstandigen, en anderzijds om een verwijzing op te nemen naar de opdrachten die ze krachtens Titel XI, Hoofdstuk VII, van de programmawet (I) van 27 december 2006 (I) uitvoeren.

Art. 3. 1^o van artikel 3 van dit besluit heeft voortaan betrekking op alle betrokken pensioen- en solidariteitsinstellingen waarbij alle opdrachten die ze moeten verrichten worden opgesomd en legt de rechten en plichten voortvloeiend uit de voormelde wet van 15 januari 1990 vast die in dit kader tot hen worden uitgebreid, met vermelding van de artikelen die op hen van toepassing zijn.

De artikelen 6, 8, 9, 10 tot 17, 22 tot 26, 28, 34, 46 tot 48 en 53 tot 71 van de voormelde wet van 15 januari 1990 en de ingevolge deze artikelen genomen besluiten worden op die manier van toepassing verklaard op de betrokken pensioen- en solidariteitsinstellingen.

De dossiers van die instellingen zullen aldus in het verwijzingsrepertorium van de Kruispuntbank (artikel 6 van de wet) worden opgenomen.

Bij de gegevensverwerking ingevolge de wet en haar uitvoeringsbesluiten worden uitsluitend de volgende identificatiemiddelen gebruikt : 1^o het identificatienummer van het Rijksregister, indien het gegevens betreft die betrekking hebben op een natuurlijke persoon die in voormeld Rijksregister opgenomen is; 2^o het identificatienummer van de Kruispuntbank, vastgesteld op de wijze bepaald door de Koning, indien het gegevens betreft die betrekking hebben op een natuurlijk persoon die niet in voormeld Rijksregister opgenomen is (artikel 8 van de wet).

De Kruispuntbank kan, na het advies van haar Algemeen Coördinatieteam te hebben ingewonnen, de opslag van de sociale gegevens functioneel opdelen onder de pensioen- en solidariteitsinstellingen. Deze instellingen zijn in dat geval verplicht de gegevens, waarvan hen de bewaring is toevertrouwd, in hun sociale gegevensbanken op te slaan en bij te houden (artikel 9 van de wet).

De pensioen- en solidariteitsinstellingen zijn verplicht de Kruispuntbank alle sociale gegevens mee te delen, onder andere langs elektronische weg, die deze nodig heeft om haar opdrachten in het kader van de toepassing van dit besluit uit te voeren (artikel 10 van de wet).

Artikel 11 van de voormelde wet van 15 januari 1990 wordt eveneens van toepassing verklaard op de pensioen- en solidariteitsinstellingen, maar moet in samenhang worden gelezen met het 4^o van artikel 3 van dit besluit dat § 4 van artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 oktober 2004 vervangt.

Wanneer de sociale gegevens in het netwerk beschikbaar zijn, moeten deze instellingen ze aldus uitsluitend aan de Kruispuntbank vragen, behalve wanneer zij een pensioentoezegging en/of solidariteitstoezegging beheren die wordt ingericht door een werkgever of voor een zelfstandige of een zelfstandige bedrijfsleider in de zin van artikel 306 van de programmawet (I) van 27 december 2006 of haar uitvoeringsbesluiten, voor zover deze sociale gegevens door deze werkgever of rechtstreeks door deze zelfstandige of deze zelfstandige bedrijfsleider kunnen worden meegedeeld.

In deze gevallen, waarvan het eerste (beheer door een werkgever) reeds werd bedoeld in artikel 2, § 4, van het koninklijk besluit van 15 oktober 2004, is het immers eenvoudiger en logischer, ook al zijn de sociale gegevens beschikbaar in het netwerk, om de voorkeur te geven aan de rechtstreekse uitwisseling van de gegevens die mogelijk wordt door het rechtstreekse contact tussen de instelling en de zelfstandige of de zelfstandige bedrijfsleider.

Par ailleurs, il en découle que, dans ces cas, l'obligation prescrite par l'article 14 de la loi du 15 janvier 1990 précitée d'opérer la communication de données sociales à caractère personnel par ou à des institutions de sécurité sociale à l'intervention de la Banque-Carrefour n'est pas applicable.

En tout état de cause, la communication de données sociales effectuée selon ces principes porte exclusivement sur des données identiques. De même, ce n'est pas parce qu'une donnée est connue dans le réseau (comme la résidence principale) que les organismes de pension et de solidarité doivent nécessairement l'utiliser dans leur contact avec l'affilié; ils peuvent utiliser une autre donnée correspondante (comme la résidence de fait).

En vertu des articles 12 à 15 de la loi du 15 janvier 1990 précitée, les organismes de pension et les organismes de solidarité sont dispensés de passer par la Banque-Carrefour pour les données sociales dont l'enregistrement leur a été confié, reçoivent de la Banque-Carrefour les données sociales dont elles ont besoin pour l'exécution des missions qui leur sont accordées par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance ou pour l'accomplissement des tâches d'intérêt général qui leur sont confiées par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance et ne communiquent des données sociales à caractère personnel dans ou hors du réseau de la sécurité sociale que moyennant une autorisation de principe de la section sécurité sociale du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé, sauf dans les cas prévus par l'article 15 de la loi.

Cet arrêté n'a pas pour effet d'empêcher une utilisation, à des fins légitimes, des données obtenues conformément aux principes de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Songeons par exemple à une communication des données :

- par un organisme de pension à un intermédiaire dûment mandaté par la personne concernée, notamment pour permettre à cet intermédiaire de fournir des conseils en matière de planification de pension;
- par un organisme de pension à un employeur en vue de permettre à ce dernier d'informer ses travailleurs sur leur situation personnelle en termes de plans de pension;
- par un organisme de pension à un intermédiaire (consultants, courtiers, conseillers,...) dûment mandaté par l'employeur, (par exemple pour faire un calcul IAS ou une analyse du plan,...);
- par un organisme de pension à un sous-traitant.

Les organismes de pension et les organismes de solidarité peuvent déterminer de commun accord avec la Banque-Carrefour une contribution à payer dont le montant est fixé dans un contrat (article 16 de la loi du 15 janvier 1990 précitée) et suivent les modalités de fonctionnement et les règles de sécurité du réseau qui sont déterminées par le Roi (article 17 de la loi).

Les organismes de pension et les organismes de solidarité doivent respecter les mesures de préservation des données sociales à caractère personnel dans le but de garantir leur parfaite conservation (article 22 de la loi), de n'en disposer que le temps nécessaire pour l'application des réglementations qui les régissent et de prendre les mesures qui permettent d'en garantir le caractère confidentiel ainsi que l'usage aux seules fins prévues par ou en vertu de la loi ou pour l'application de leurs obligations légales, comme par exemple dans le cadre de contrôles prudentiels tels qu'imposés par la loi du 25 juin 1992 sur l'assurance terrestre et par la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances (article 23 de la loi du 15 janvier 1990 précitée).

Il faut observer que le but de l'intégration dans le réseau n'est pas de limiter l'activité commerciale normale actuelle de certains organismes de pension, notamment des assureurs constitués sous la forme de société commerciale, moyennant bien évidemment le respect des principes de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. A titre d'exemple, on peut citer l'activité de conseil aux affiliés, notamment en ce qui concerne les options qui existent pour eux lors du départ à la retraite et de fourniture à cette occasion d'un service de conseil en matière de besoins financiers.

De même, les organismes de pension et les organismes de solidarité doivent respecter les mesures de préservation des données sociales à caractère personnel relatives à la santé (article 27 de la loi).

Daarenboven vloeit hieruit voort dat in deze gevallen de verplichting vastgelegd in artikel 14 van de voormelde wet van 15 januari 1990 om de mededeling van sociale gegevens aan of door instellingen van sociale zekerheid met tussenkomst van de Kruispuntbank te laten verlopen niet van toepassing is.

In elk geval heeft de mededeling van sociale gegevens die volgens deze principes wordt verricht uitsluitend betrekking op identieke gegevens. Bovendien is het niet zo dat de pensioen- en solidariteitsinstellingen verplicht zijn om een gegeven te gebruiken omdat het in het netwerk is gekend (zoals de hoofdvrijblijfsplaats) wanneer zij in contact komen met een aangeslotene; ze mogen een ander daarmee overeenstemmend gegeven gebruiken (zoals de feitelijke verblijfsplaats).

Krachtens de artikelen 12 tot 15 van de voormelde wet van 15 januari 1990 zijn de pensioen- en solidariteitsinstellingen vrijgesteld van de verplichting om zich tot de Kruispuntbank te richten wanneer het sociale gegevens betreft waarvan de opslag hun werd toevertrouwd, krijgen zij van de Kruispuntbank de sociale gegevens die zij nodig hebben voor het uitvoeren van de opdrachten die door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie aan hen zijn toegewezen of voor het vervullen van taken van algemeen belang die door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie aan hen zijn toevertrouwd, en delen zij sociale gegevens van persoonlijke aard binnen of buiten het netwerk van de sociale zekerheid enkel mee mits de afdeling sociale zekerheid van het sectoraal comité van de sociale zekerheid en van de gezondheid een principiële machtiging heeft verleend, behalve in de gevallen waarin artikel 15 van de wet voorziet.

Dit besluit heeft niet tot gevolg dat een gebruik van de verkregen gegevens, in overeenstemming met de beginselen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, voor rechtmatige doeleinden verhinderd wordt. Hierbij kan bijvoorbeeld worden gedacht aan een mededeling van de gegevens :

- door een pensioeninstelling aan een door de betrokkene gemachtigde tussenpersoon, onder meer om deze tussenpersoon in staat te stellen adviezen te verlenen inzake pensioenplanning;
- door een pensioeninstelling aan een werkgever om deze laatste toe te laten zijn werknemers te informeren over hun persoonlijke situatie inzake pensioenplannen;
- door een pensioeninstelling aan een tussenpersoon (consultants, makelaars, adviseurs) die door de werkgever gemachtigd werd, (bijvoorbeeld om een IAS-berekening of een plananalyse uit te voeren,...);
- door een pensioeninstelling aan een onderaannemer.

De pensioeninstellingen en de solidariteitsinstellingen kunnen in onderling overleg met de Kruispuntbank een bijdrage afspreken waarvan het bedrag in een overeenkomst wordt vastgelegd (artikel 16 van de voormelde wet van 15 januari 1990) en leven de nadere regels voor de werking en de regels op het vlak van de beveiliging van het netwerk na die door de Koning werden vastgelegd (artikel 17 van de wet).

De pensioeninstellingen en de solidariteitsinstellingen moeten de maatregelen in acht nemen voor een perfecte bewaring van de sociale gegevens van persoonlijke aard (artikel 22 van de wet), mogen daarover slechts beschikken gedurende de tijd nodig voor de toepassing van de regelgevingen waaronder ze vallen en zijn ertoe gehouden maatregelen te treffen om het vertrouwelijke karakter van de gegevens te verzekeren en om ervoor te zorgen dat ze uitsluitend worden aangewend voor de doeleinden vastgelegd door of krachtens de wet of voor het vervullen van hun wettelijke verplichtingen, zoals in het kader van prudentiële controles opgelegd door de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst en door de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen (artikel 23 van de voormelde wet van 15 januari 1990).

Er dient te worden opgemerkt dat de integratie in het netwerk niet wil leiden tot een beperking van de huidige normale commerciële activiteit van bepaalde pensioeninstellingen, onder meer de verzekeraars opgericht in de rechtsvorm van een handelsvennootschap, mits uiteraard de beginselen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens worden nageleefd. Als voorbeeld kan de adviesverlening aan de verzekerden worden aangehaald, onder meer voor wat hun opties bij hun pensionering betreft, waarbij hen advies omtrent financiële behoeften wordt aangeboden.

De pensioeninstellingen en de solidariteitsinstellingen moeten tevens de maatregelen voor de bewaring van de sociale persoonsgegevens die de gezondheid betreffen in acht nemen (artikel 27 van de wet).

En vertu des articles 24 et 25 de la loi du 15 janvier 1990 précitée, les organismes de pension et les organismes de solidarité désignent, au sein de leur personnel ou non, un conseiller en sécurité. Il est précisé que ce conseiller en sécurité peut être le conseiller en sécurité dont ils disposent déjà dans le cadre des assurances accidents du travail qu'ils gèrent éventuellement.

Toute personne des organismes de pension et des organismes de solidarité est tenue au secret professionnel (article 28 de la loi).

Les organismes de pension et les organismes de solidarité ont le droit de se faire représenter au sein du Comité général de coordination (article 34 de la loi).

En vertu des articles 46 à 48 de la loi du 15 janvier 1990 précitée, le comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé exerce sur les organismes de pension et de solidarité ses missions et compétences ainsi que ses pouvoirs d'enquête et d'information.

Le 1^o de l'article 3 du présent arrêté rend enfin applicables à tous les organismes de pension et de solidarité les dispositions de la loi du 15 janvier 1990 précitée traitant de la surveillance et des dispositions pénales, soit celles relatives aux droits et devoirs des inspecteurs sociaux à leur égard (articles 53 à 59) et celles déterminant les infractions, les sanctions pénales et les règles particulières les concernant (articles 60 à 71).

Les 2^o et 3^o de l'article 3 du présent arrêté adaptent les 2^o et 3^o du § 2 de l'article 2 de l'arrêté royal du 15 octobre 2004 pour y inclure les références légales nécessaires.

Pour terminer, le 4^o de l'article 3 du présent arrêté remplace le § 4 de l'article 2 de l'arrêté royal du 15 octobre 2004. Ce remplacement et les raisons qui le motivent ont déjà été expliqués ci-avant dans le commentaire de l'article 3, 1^o, du présent arrêté.

Art. 4. Cet article n'appelle aucun commentaire.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2012.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
A. DE CROO

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,
Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

20 DECEMBRE 2012. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 octobre 2004 relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale aux organismes de pension et de solidarité chargés d'exécuter la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, notamment l'article 12, alinéa 2, modifié par la loi du 1^{er} mars 2007 et l'article 18, modifié par la loi du 8 décembre 1992;

Vu la proposition du Comité de Gestion de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale du 28 septembre 2010;

Vu l'avis n^o 04/2011 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 9 février 2011;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2012;

Krachtens de artikelen 24 en 25 van de voormelde wet van 15 januari 1990 wijzen de pensioen- en solidariteitsinstellingen, al dan niet onder hun personeel, een veiligheidsconsulent aan. Er wordt benadrukt dat deze veiligheidsconsulent de veiligheidsconsulent mag zijn over wie zij reeds beschikken in het kader van de arbeidsongevalverzekering die ze eventueel beheren.

Elk personeelslid van de pensioeninstellingen en van de solidariteitsinstellingen is gebonden door het beroepsgeheim (artikel 28 van de wet).

De pensioeninstellingen en de solidariteitsinstellingen hebben het recht om zich in het Algemeen Coördinatiecomité te laten vertegenwoordigen (artikel 34 van de wet).

Krachtens de artikelen 46 tot 48 van de voormelde wet van 15 januari 1990 oefent het sectoraal comité van de sociale zekerheid en van de gezondheid zijn opdrachten en bevoegdheden alsook zijn onderzoeks- en informatiebevoegdheden uit ten opzichte van de pensioen- en solidariteitsinstellingen.

1^o van artikel 3 van dit besluit past ten slotte de bepalingen van de voormelde wet van 15 januari 1990 betreffende het toezicht en de strafbepalingen, namelijk de bepalingen met betrekking tot de rechten en plichten van de sociale inspecteurs ten aanzien van hen (artikelen 53 tot 59) en de bepalingen waarin de inbreuken, strafbepalingen en de bijzondere regels ter zake worden vastgelegd (artikelen 60 tot 71), op alle pensioen- en solidariteitsinstellingen toe.

2^o en 3^o van artikel 3 van dit besluit passen de 2^o en 3^o van § 2 van artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 oktober 2004 aan om er de noodzakelijke wettelijke referenties in op te nemen.

Tot slot vervangt 4^o van artikel 3 van dit besluit § 4 van artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 oktober 2004. Deze vervanging en de beweegredenen hiervoor werden reeds toegelicht in de bespreking van artikel 3, 1^o, van dit besluit.

Art. 4. Dit artikel behoeft geen toelichting.

Gegeven te Brussel, 20 december 2012.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
A. DE CROO

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandigen,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

20 DECEMBER 2012. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 oktober 2004 tot uitbreiding van het netwerk van de sociale zekerheid tot de pensioen- en solidariteitsinstellingen belast met het uitvoeren van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, met toepassing van artikel 18 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, inzonderheid op artikel 12, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 1 maart 2007 en op artikel 18, gewijzigd bij de wet van 8 december 1992;

Gelet op het voorstel van het Beheerscomité van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van 28 september 2010;

Gelet op het advies nr. 04/2011 van de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer, gegeven op 9 februari 2011;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 juni 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 18 juli 2012;

Vu l'avis n° 51.825/1/V du Conseil d'Etat, donné le 16 août 2012 en application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Pensions, de la Ministre de l'Intérieur, de la Ministre des Affaires sociales, de la Ministre des Indépendants et de la Ministre de l'Emploi et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté royal du 15 octobre 2004 relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale aux organismes de pension et de solidarité chargés d'exécuter la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté royal du 15 octobre 2004 relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale aux organismes de pension et de solidarité chargés d'exécuter la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 ou la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, les 2^o et 3^o sont remplacés par ce qui suit :

« 2^o "organismes de pension" : les organismes de pension visés respectivement à l'article 3, § 1^{er}, 16^o, de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale et à l'article 42, 2^o, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, pour autant qu'ils accomplissent les missions visées dans les mêmes lois ou dans le Titre XI, Chapitre VII, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006;

3^o "organisme de solidarité" : la personne morale chargée de l'exécution d'un engagement de solidarité tel que visé dans le Titre II, Chapitre IX de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale et l'organisateur d'un régime de solidarité tel que visé à l'article 56 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, pour autant qu'ils accomplissent les missions visées dans les mêmes lois ou dans le Titre XI, Chapitre VII, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006; »

Art. 3. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les articles 6, 8, 9, 10 à 17, 22 à 26, 28, 34, 46 à 48 et 53 à 71 de la loi, et les arrêtés pris en exécution de ces articles, s'appliquent aux organismes de pension et aux organismes de solidarité, pour autant qu'ils soient chargés de l'exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, du Titre II, Chapitre 1^{er}, Section 4 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 ou du Titre XI, Chapitre VII, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006. »;

2^o dans le § 2, 2^o, les mots « , du Titre II, Chapitre 1^{er}, Section 4 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 ou du Titre XI, Chapitre VII, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 » sont insérés entre les mots « en matière de sécurité sociale » et les mots « sont assimilées à »;

3^o dans le § 2, 3^o, les mots « , du Titre II, Chapitre 1^{er}, Section 4 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 ou du Titre XI, Chapitre VII, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 » sont insérés entre les mots « en matière de sécurité sociale » et les mots « est assimilée à ».

4^o le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Dans la mesure où un organisme de pension ou de solidarité gère un engagement de pension et/ou de solidarité qui est organisé par un employeur ou pour un travailleur indépendant ou un dirigeant d'entreprise indépendant au sens de l'article 306 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ou de ses arrêtés d'exécution, cet organisme peut être dispensé par la section sécurité sociale du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé de l'obligation de demander les données sociales qui sont disponibles dans le réseau exclusivement à la Banque-carrefour, pour autant que ces données sociales puissent être

Gelet op advies nr. 51.825/1/V van de Raad van State, gegeven op 16 augustus 2012, met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen, van de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Minister van Sociale Zaken, van de Minister van Zelfstandigen en van de Minister van Werk en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 15 oktober 2004 tot uitbreiding van het netwerk van de sociale zekerheid tot de pensioen- en solidariteitsinstellingen belast met het uitvoeren van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, met toepassing van artikel 18 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid wordt vervangen als volgt :

"Koninklijk besluit van 15 oktober 2004 tot uitbreiding van het netwerk van de sociale zekerheid tot de pensioen- en solidariteitsinstellingen belast met het uitvoeren van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, de programmawet (I) van 24 december 2002 of de programmawet (I) van 27 december 2006, met toepassing van artikel 18 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid".

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de bepalingen onder 2^o en 3^o vervangen als volgt :

"2^o « pensioeninstellingen » : de pensioeninstellingen respectievelijk bedoeld in artikel 3, § 1, 16^o, van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid en in artikel 42, 2^o, van de programmawet (I) van 24 december 2002, voor zover zij de opdrachten bedoeld in dezelfde wetten of in Titel XI, Hoofdstuk VII, van de programmawet (I) van 27 december 2006 uitvoeren;

3^o « solidariteitsinstelling » : de rechtspersoon belast met de uitvoering van een solidariteitstoezegging zoals bedoeld in Titel II, Hoofdstuk IX van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid en de inrichter van een solidariteitsstelsel zoals bedoeld in artikel 56 van de programmawet (I) van 24 december 2002, voor zover zij de opdrachten bedoeld in dezelfde wetten of in Titel XI, Hoofdstuk VII, van de programmawet (I) van 27 december 2006 uitvoeren;"

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1 wordt vervangen als volgt :

" § 1. De artikelen 6, 8, 9, 10 tot en met 17, 22 tot en met 26, 28, 34, 46 tot en met 48 en 53 tot en met 71 van de wet, en de in uitvoering van deze artikelen genomen besluiten, zijn van toepassing op de pensioeninstellingen en de solidariteitsinstellingen, voor zover zij instaan voor het uitvoeren van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, van Titel II, Hoofdstuk 1, Afdeling 4 van de programmawet (I) van 24 december 2002 of van Titel XI, Hoofdstuk VII, van de programmawet (I) van 27 december 2006.;"

2^o in § 2, 2^o, worden de woorden ", van Titel II, Hoofdstuk 1, Afdeling 4 van de programmawet (I) van 24 december 2002 of van Titel XI, Hoofdstuk VII, van de programmawet (I) van 27 december 2006" ingevoegd tussen de woorden "inzake sociale zekerheid" en de woorden "gelijkgesteld met";

3^o in § 2, 3^o, worden de woorden ", van Titel II, Hoofdstuk 1, Afdeling 4 van de programmawet (I) van 24 december 2002 of van Titel XI, Hoofdstuk VII, van de programmawet (I) van 27 december 2006" ingevoegd tussen de woorden "inzake sociale zekerheid" en de woorden "gelijkgesteld met".

4^o § 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. In de mate dat een pensioen- of solidariteitsinstelling een pensioentoezegging en/of solidariteitstoezegging beheert die wordt ingericht door een werkgever of voor een zelfstandige of een zelfstandige bedrijfsleider in de zin van artikel 306 van de programmawet (I) van 27 december 2006 of zijn uitvoeringsbesluiten, kan deze instelling door de afdeling sociale zekerheid van het sectoraal comité van de sociale zekerheid en van de gezondheid worden vrijgesteld van de verplichting om sociale gegevens die in het netwerk beschikbaar zijn, uitsluitend bij de Kruispuntbank op te vragen, voor zover deze sociale

communiquées par cet employeur ou directement par ce travailleur indépendant ou ce dirigeant d'entreprise indépendant. »

Art. 4. Le Ministre des Pensions, la Ministre de l'Intérieur, la Ministre des Affaires sociales, la Ministre des Indépendants et la Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2012.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
A. DE CROO

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX

La Ministre des indépendants,
Mme S. LARUELLE

Le Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

gegevens kunnen worden meegedeeld door deze werkgever of rechtstreeks door deze zelfstandige of deze zelfstandige bedrijfsleider. »

Art. 4. De Minister van Pensioenen, de Minister van Binnenlandse Zaken, de Minister van Sociale Zaken, de Minister van Zelfstandigen en de Minister van Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 december 2012.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
A. DE CROO

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandige,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2013/22067]

1^{er} FEVRIER 2013. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 15 mars 2001 déterminant les conditions suivant lesquelles les prestations familiales sont octroyées du chef des travailleurs frontaliers

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, l'article 102, § 1^{er}, alinéa 2, rétabli par l'arrêté royal du 10 décembre 1996;

Vu l'arrêté royal du 13 mars 2001 portant exécution de l'article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, l'article 1^{er};

Vu l'avis n° 372 du Comité de gestion de l'Office national d'Allocations familiales pour Travailleurs salariés, donné le 8 novembre 2011;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 février 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 juin 2012;

Vu l'avis n° 52.091/1 du Conseil d'Etat, donné le 4 octobre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et du Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales et aux Familles,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté ministériel du 15 mars 2001 déterminant les conditions suivant lesquelles les prestations familiales sont octroyées du chef des travailleurs frontaliers, les mots « du chômage, » sont insérés entre les mots « en raison » et les mots « d'une maladie ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} février 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales et aux Familles,
Ph. COURARD

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2013/22067]

1 FEBRUARI 2013. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 15 maart 2001 tot bepaling van de voorwaarden waaronder gezinsbijslag wordt toegekend uit hoofde van grensarbeiders

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, artikel 102, § 1, tweede lid, hersteld bij het koninklijk besluit van 10 december 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 maart 2001 tot uitvoering van artikel 102, § 1, eerste lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, artikel 1;

Gelet op het advies nr. 372 van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, gegeven op 8 november 2011;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 februari 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting d.d. 26 juni 2012;

Gelet op advies nr. 52.091/1 van de Raad van State, gegeven op 4 oktober 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en van de Staatssecretaris voor Sociale Zaken en voor Gezinnen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, tweede lid, van het ministerieel besluit van 15 maart 2001 tot bepaling van de voorwaarden waaronder gezinsbijslag wordt toegekend uit hoofde van grensarbeiders, wordt het woord « werkloosheid, » ingevoegd tussen de woorden « genoten wegens » en het woord « ziekte ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 februari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Sociale Zaken en voor Gezinnen,
Ph. COURARD